

	I	O	AVIS	COPIE	EXEC.	ARCH.
DIR						
SPA						
DSV 22 Reçu le	27 OCT. 1998					N°
DIRECTION HA DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT						

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement



*Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 modifié le 29 mars 1995 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'Environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 19 mars 1993 autorisant le GAEC GUEGAN sis à BULAT-PESTIVIEN au lieu-dit « Goarem Baler » à exploiter à cette adresse (section A1 n°151), à moins de 100 mètres des tiers un élevage de 50 000 volailles (poules pondeuses) ;
- VU la demande présentée par l'EARL GUEGAN sise à BULAT-PESTIVIEN au lieu-dit « Goarem Baler » en vue de la reprise et de la création à cette adresse de 30 000 animaux équivalents (poules pondeuses) en extension de l'élevage autorisé susvisé, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de BULAT-PESTIVIEN (du 15 mai 1998), CALLAC (du 30 avril 1998), LA CHAPELLE NEUVE (du 5 juin 1998) et PONT MELVEZ (du 2 juin 1998) ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de la Protection Civile et le Sous-Préfet de GUINGAMP émis respectivement les 17 août 1998, 17 mars 1998 et 23 juillet 1998 ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 1er septembre 1998 prorogeant le délai d'instruction du dossier susvisé pour une période de trois mois ;
- VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 5 août 1998 ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 25 septembre 1998 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er -

L'EARL GUEGAN sise à BULAT-PESTIVIEN au lieu-dit « Goarem Baler » est autorisée à exploiter à cette adresse (section A n°151, 252, 253 et 254), conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 80 000 animaux équivalents (poules pondeuses pour la production de l'oeuf de consommation) de plus d'un mois en présence simultanée.

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 -

2-1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2-2 Prescriptions spéciales :

2-2-1 une haie (côté est) entre les tiers et l'élevage sera plantée avant la mise en exploitation du poulailler en projet.

2-2-2 toutes les eaux usées des locaux techniques (sas, etc.) et des annexes (centre de conditionnement de l'oeuf) seront collectées et traitées ainsi que celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers.

2-2-3 les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2-2-4 l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2-2-5 l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu sec et pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue et dans le hangar de stockage des fientes.

2-2-6 les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2-2-7 installer à moins de 200 mètres de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

2-2-8 les parcelles F n°242 et 243, commune de PLOUGONVER, seront interdites à l'épandage (exploitées par le GAEC de KERNAVANET).

2-2-9 transfert :

le pétitionnaire tiendra à jour un registre des enlèvements des déjections (avec les dates, le type de déjections et le tonnage) dans lequel seront joints les justificatifs (originaux des bons d'enlèvement) pour l'année en cours. Il transmettra les originaux des bons d'enlèvement à la fin de chaque année civile au service des installations classées ainsi qu'un bilan annuel justifiant l'utilisation des déjections dans la (les) zone(s) d'épandage retenue(s). Dans l'hypothèse où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par les contractants, ou de sa rupture, le pétitionnaire devra fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties ou un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation partielle (V2 et V3 : 60 000 poules pondeuses).

2-2-10 l'éleveur devra cesser l'exploitation de la stabulation de 20 vaches allaitantes et 38 bovins à l'engrais.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de BULAT-PESTIVIEN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'EARL GUEGAN.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'EARL GUEGAN dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 - Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral du 19 mars 1993.

ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de GUINGAMP
Le Maire de BULAT-PESTIVIEN
L'Inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à l'EARL GUEGAN pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de CALLAC, LA CHAPELLE NEUVE, PONT MELVEZ et PLOUGONVER pour information.

SAINT-BRIEUC, le 01 OCT. 1998

LE PREFET,

**Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,**

Signé: Denis DORVILLE-SCHOENENBERG

*Pour copie certifiée conforme
l'Attaché, Chef de Bureau*

Christian RAYMOND



PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

ARRETE
MODIFICATIF
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur



- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour son application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des établissements classés ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 février 1992 modifié le 29 mars 1995 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1er octobre 1998 autorisant l'EARL GUEGAN à installer et exploiter au lieu-dit "Goarem Baler" à BULAT-PESTIVIEN un élevage de 80 000 animaux équivalents (poules pondeuses pour la production de l'oeuf de consommation) ;
- CONSIDERANT qu'une erreur s'est glissée dans la rédaction de l'arrêté préfectoral du 1er octobre 1998 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er -

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 1er octobre 1998 sont abrogées et remplacées par celles édictées ci après :

- l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

- Prescriptions spéciales :

- une haie (côté est) entre les tiers et l'élevage sera plantée avant la mise en exploitation du poulailler en projet.

- toutes les eaux usées des locaux techniques (sas, etc.) et des annexes (centre de conditionnement de l'oeuf) seront collectées et traitées ainsi que celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers.

- les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

- l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

- l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu sec et pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue et dans le hangar de stockage des fientes.

- les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

- installer à moins de 200 mètres de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

- les parcelles F n°242 et 243, commune de PLOUGONVER, seront interdites à l'épandage (exploitées par le GAEC de KERNAVANET).

- transfert :

le pétitionnaire tiendra à jour un registre des enlèvements des déjections (avec les dates, le type de déjections et le tonnage) dans lequel seront joints les justificatifs (originaux des bons d'enlèvement) pour l'année en cours. Il transmettra les originaux des bons d'enlèvement à la fin de chaque année civile au service des installations classées ainsi qu'un bilan annuel justifiant l'utilisation des déjections dans la (les) zone(s) d'épandage retenue(s). Dans l'hypothèse où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par les contractants, ou de sa rupture, le pétitionnaire devra fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties ou un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation partielle (V2 et V3 : 60 000 poules pondeuses).

- l'éleveur devra cesser l'exploitation de 15 vaches laitières et la suite.

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

ARTICLE 2 -

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé sont maintenues.

ARTICLE 3 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affichée à la porte de la mairie de BULAT-PESTIVIEN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence de façon visible, dans l'installation par les soins de l'EARL GUEGAN.

ARTICLE 4 -

Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

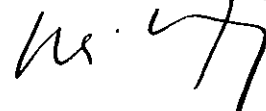
ARTICLE 5 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de GUINGAMP,
Le Maire de BULAT-PESTIVIEN,
L'Inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire pour être conservé en permanence et présenté à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

SAINT-BRIEUC, le 13 OCT. 1998

LE PREFET,

**Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,**



Denis DOBO-SCHOENENBERG

